

# Attrape-moi si tu peux – L'affaire Tom Alexandrovich

Du 2 au 7 août 2025, alors que la **conférence sur la cybersécurité Black Hat USA** se tenait à Mandalay Bay, les forces de l'ordre du Nevada ont mené une opération conjointe visant les prédateurs d'enfants en ligne. La **Nevada Internet Crimes Against Children (ICAC) Task Force**, en collaboration avec le FBI, les enquêtes de sécurité intérieure, le département de police métropolitaine de Las Vegas et la police de Henderson, s'est fait passer pour des enfants mineurs en ligne, recueillant des journaux de discussions incriminants et organisant des rencontres destinées à confirmer les intentions.

Huit hommes ont été arrêtés. Parmi eux figurait **Tom Artiom Alexandrovich**, un haut responsable israélien de la cybersécurité participant à la conférence. Il a été placé au **centre de détention de Henderson** le 6 août 2025 et accusé d'**incitation d'un enfant à l'aide d'un ordinateur pour un acte sexuel** en vertu de la loi **NRS 201.560**, un **délit de catégorie B** passible de **1 à 10 ans de prison** et d'une amende pouvant atteindre **10 000 dollars**.

Ce type d'opérations est courant à Las Vegas – une opération en 2024 a conduit à l'arrestation de 18 hommes pour des accusations similaires. Ce qui était inhabituel ici, c'était le profil d'un des suspects : un homme chargé de protéger les défenses cybernétiques nationales d'Israël, qui était de retour en Israël moins de deux semaines plus tard.

## Qui est Tom Alexandrovich ?

Alexandrovich n'était pas un bureaucrate insignifiant. Il était le **chef de la division de défense technologique** au sein de la **Direction nationale de la cybersécurité d'Israël (INCD)**, qui opère sous l'autorité directe du bureau du Premier ministre.

- Il a contribué à concevoir le **Cyber Dome**, l'ambitieux système de défense cybernétique israélien alimenté par l'IA, inspiré du bouclier antimissile Iron Dome.
- Il a reçu le **Prix de la défense d'Israël** pour ses contributions.
- Il a conseillé le Premier ministre **Benjamin Netanyahu** et d'autres hauts responsables sur la défense cybernétique, la stratégie liée à l'IA et la résilience nationale.
- Son profil LinkedIn (supprimé peu après son arrestation) le décrivait comme un directeur exécutif et un leader en cybersécurité avec un large accès aux secrets d'État.

Compte tenu de la doctrine israélienne de **sécurité préventive**, il est raisonnable de supposer que le mandat d'Alexandrovich s'étendait au-delà de la simple défense pour inclure des **opérations d'information offensives**. L'unité cybernétique d'Israël est connue pour coordonner des **demandes de suppression de contenu** avec Meta, Google et X, prétendument pour lutter contre l'incitation, mais en pratique souvent pour supprimer du contenu politique défavorable à Israël.

En tant que **maître de l'IA** israélien, Alexandrovich était probablement impliqué dans l'**automatisation de ces systèmes de censure** – une sorte de hasbara numérique, ou gestion de récits, déguisée en lutte contre le terrorisme. Cela faisait de lui non seulement un défenseur cybersécuritaire, mais un **gardien stratégique des campagnes d'influence en ligne d'Israël**.

---

## Conditions de la caution – Ce qui aurait dû se passer

Selon la **loi du Nevada**, la caution doit refléter :

- **La gravité du crime** : L'incitation d'enfants est un délit grave ; la caution est souvent fixée très haute ou carrément refusée.
- **La force des preuves** : Les opérations d'infiltration produisent généralement des enregistrements numériques irréfutables, y compris des journaux de discussions et des preuves d'intention.
- **Le risque de fuite** : Alexandrovich n'avait aucun lien avec le Nevada, vivait en Israël et disposait des moyens de partir rapidement.
- **Les ressources financières** : La caution doit être suffisamment élevée pour être significative pour l'accusé ; ce qui dissuade un travailleur de la classe ouvrière du Nevada ne devrait pas être une somme insignifiante pour un fonctionnaire étranger fortuné.

Pour un accusé moyen, la caution dans de tels cas pourrait se situer entre **50 000 et 150 000 dollars**, avec des conditions telles que : - **La remise de tous les passeports et documents de voyage** - **La surveillance électronique** - **Des restrictions géographiques** au sein du Nevada - Parfois, **le refus total de la caution**

Au lieu de cela, Alexandrovich a été libéré **le lendemain de son arrestation** contre une caution de **10 000 dollars**.

Ce n'était pas une dissuasion significative. Le revenu réel d'Alexandrovich se situait presque certainement dans une fourchette de **300 000 à 600 000 dollars par an**, sinon plus – bien au-dessus des moyennes publiées pour les salaires gouvernementaux. Comme de nombreux fonctionnaires cybersécuritaires israéliens, il complétait probablement son salaire gouvernemental par des **consultations, des liens avec l'industrie ou une implication indirecte dans des contrats de défense**. Pour lui, 10 000 dollars n'étaient pas un obstacle financier ; c'était l'équivalent d'une **amende de stationnement pour un travailleur à faible revenu**.

Pire encore, il n'existe aucun registre public indiquant que son **passeport a été saisi**. Deux possibilités s'ensuivent : 1. **On lui a permis de conserver son passeport israélien**, une erreur flagrante pour quelqu'un qui représentait clairement un risque de fuite. 2. **Si son passeport a été remis**, l'ambassade d'Israël aurait pu lui délivrer un **document de voyage d'urgence**.

Dans tous les cas, son départ aurait pu être bloqué si les autorités américaines l'avaient placé sur la **liste d'interdiction de vol**. Cela n'a jamais eu lieu. Le 17 août, il était de retour

en Israël – parti avant que les procureurs du Nevada n'aient eu le temps de préparer une première audience substantielle.

## L'intérêt d'Israël

Pourquoi Israël a-t-il agi si rapidement ? Parce qu'Alexandrovich était plus qu'un simple bureaucrate.

- Il connaissait l'**architecture du Cyber Dome** et les vulnérabilités qu'il protège.
- Il conseillait Netanyahu sur la **stratégie de l'IA et la résilience nationale**.
- Il avait probablement une **connaissance intime des mécanismes de censure en ligne** qu'Israël utilise pour façonner la perception publique à l'étranger.
- Il disposait d'informations sur les **alliances cybernétiques d'Israël** avec les États-Unis et d'autres.

Pour Israël, l'idée qu'un stratège cybernétique de haut rang soit détenu dans une prison du Nevada, potentiellement vulnérable à un interrogatoire, à des fuites ou à des négociations de plaidoyer, était intolérable.

La réponse du gouvernement était révélatrice. Les officiels ont d'abord affirmé qu'il avait seulement été "interrogé", pas arrêté, et qu'il était rentré "comme prévu". Ce n'est que plus tard que la Direction cybernétique a concédé qu'il avait été mis en congé "par décision mutuelle". Les contradictions suggèrent un effort coordonné pour **minimiser et obscurcir la réalité**.

## Implications plus larges

L'affaire Alexandrovich dépasse la simple histoire d'un homme. Elle expose l'intersection inconfortable entre **justice, diplomatie et sécurité nationale**.

- **Justice** : Un accusé ordinaire dans sa position aurait fait face à une caution élevée, à une surveillance et à un procès. Alexandrovich a été libéré après une nuit en prison.
- **Diplomatie** : La caution clémence était-elle une simple erreur judiciaire ou le résultat de **canaux diplomatiques secrets** de la part des responsables israéliens et américains qui préféraient éviter un scandale ?
- **Secret** : S'il était resté en détention aux États-Unis, Alexandrovich aurait pu révéler – sous pression, par accident ou dans des négociations de plaidoyer – des détails sur les **opérations de hasbara cybernétique** d'Israël, exposant comment les suppressions de contenu et la censure sont gérées en coulisses.

Il existe également des précédents. Israël a une longue histoire de protection de ses ressortissants accusés de crimes à l'étranger : - **Samuel Sheinbein (1997)** : A fui en Israël après une accusation de meurtre aux États-Unis ; Israël a refusé son extradition. - **Malka Leifer** : Accusée d'abus sexuels sur des enfants en Australie ; a lutté contre l'extradition depuis Israël pendant plus d'une décennie. - **Simon Leviev ("l'arnaqueur de Tinder")** : A échappé aux accusations de fraude en Europe, protégé par la loi du retour.

À la lumière de cela, le retour d'Alexandrovich en Israël semble moins fortuit et davantage conforme à un **schéma bien établi**.

## Conclusion : Qui gouverne qui ?

Pour les gens ordinaires, les opérations d'infiltration à Las Vegas se terminent par des cautions élevées, la remise des passeports et de longues batailles judiciaires. Pour Alexandrovich, ce fut une nuit au centre de détention de Henderson, une caution de 10 000 dollars et un vol rapide vers son pays.

Cette disparité soulève une question plus large et inquiétante : **où s'arrête la souveraineté des États-Unis et où commence l'influence étrangère ?**

Quand un haut fonctionnaire étranger – chargé de secrets d'État et soupçonné de concevoir des systèmes de censure en ligne – peut échapper aussi facilement au système judiciaire américain, cela suggère que **la géopolitique l'emporte sur la justice**.

En fin de compte, l'affaire Tom Alexandrovich ne concerne pas seulement un homme accusé dans une opération d'infiltration. Elle concerne la réalité inconfortable que lorsque des secrets d'État et des alliances puissantes sont en jeu, **la justice devient négociable, la caution devient symbolique et l'État de droit plie sous le poids politique**.